

Un număr vechiu 2 lei

CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINA — JURISPRUDENȚA — LEGISLAȚIUNE — ECONOMIE POLITICĂ — FINANȚE

DIRECTOR: DIMITRIE ALEXANDRESCO

Decanul Facultății de Drept din Iași, fost Procuror-general la Înalta Curte de Casație

PRIM-REDACTOR: ION N. CESADESCU

REDACTOR-PROPRIETAR: I. S. CODREANU

ABONAMENTUL

Pe an, în România, cu Tabla.	45 lei
6 luni	20 .
3 luni	10 .
Străinătate: 50 lei pe an, 25 pe 6 luni	

*Apare de două ori pe săptămână
sub redacțiunea unui comitet*

Abonamentele se plătesc totdeauna înainte

Redacția & Administrația
București, CALEA RAHOVEI—5
Lângă Palatul Justiției
TELEFON № 16/98

SUMAR

L'incapacitate successorală des étrangers d'après l'art. 7 de la Constitution roumaine, (urmare) de d-l *Lucian Holomey*.

JURISPRUDENȚA:

Curtea de casație, secția I: *Eufrosina A. Mincu ș. a. cu Toma T. Blându*;

Idem, secția III: *Ministerul finanțelor cu G. T. Andronic*;
Tribunalul Putna, secția I: *Dragomir G. Miron, dat judecătorești pentru scăpare de arestanți, cu o Notă, de d-l I. Tanovicanu*;
Observație la o observație, de d-l *Const. A. Romano*.

L'incapacitate successorală des étrangers d'après l'art. 7 de la Constitution roumaine *)

III

Abrégé de la doctrine sur le § 5 de l'art. 7 de la Constitution.

Le sens des mots «immeubles ruraux» et du mot «acquérir». — Travaux préparatoires au Parlement. — Solution de Mr. P. Missir. Théorie de l'universalité des biens. — Argument historique. — Droit pour les étrangers de prendre leur part en espèces. — Une loi spéciale. — Les droits acquis et les Conventions internationales.

Il reste à établir d'une manière précise ce que le législateur a voulu entendre, par le mot «immeubles ruraux».

Le meilleur criterium de la distinction entre les immeubles ruraux et les immeubles urbains nous semble être la loi communale de 1864 et d'entendre par immeubles ruraux, non pas seulement les terres situées sur le territoire des bourgs (tergushoare), mais encore les constructions et bâtiments divers tels que les petites distilleries d'alcool (velnitze), les cabarets, les petites fabriques, etc.). (*Curierul Judiciar* No. 85 de 1903; No. 45 de 1904 et No. 79 de 1905).

Mais M. N. Basilescu soutient d'autre part que par immeubles ruraux on ne doit entendre que les domaines ou fermes, ainsi que les terres des communes rurales (V. *Curierul Judiciar* No. 13 de 1902, et le *Dreptul* No. 39 de 1902).

*) Voir *Curierul Judiciar*, Nos. 78, 83, de 1909.

1) V. Alexandresco I. pag. 343.

Il est à remarquer que lors de la modification de l'art. 7 de notre pacte fondamental, en 1879, le droit d'acquérir des immeubles ruraux étant devenu un *droit politique*, on a inscrit le principe que «seuls les Roumains ou les individus naturalisés pouvaient acquérir des immeubles ruraux».

Nous ne discutons pas le droit d'acquérir des immeubles urbains, puisque depuis la revision constitutionnelle de 1879, cette qualité ne constitue plus un droit politique, mais un droit civil que peut exercer tout étranger, même ceux qui sont assoumis à la protection d'un Etat étranger²⁾.

Le mot «acquérir» qui figure dans l'alinéa II de l'art. 7 de la Constitution a donné lieu à différentes interprétations, d'autant plus que les travaux préparatoires de la revision constitutionnelle sont si confus, que bien des interprétations peuvent permettre de tirer une conclusion certaine.

Le projet présenté par le Gouvernement contient la disposition suivante: «Ne pourront acquérir le droit d'être propriétaires d'immeubles ruraux, à *n'importe quel titre*, que ceux qui seront citoyens roumains», alors qu'il est dit dans le projet de la Commission parlementaire: «Ceux qui ne jouissent pas de la plénitude des droits de citoyens roumains ne peuvent pas acquérir des immeubles ruraux en Roumanie que seulement par succession ab intestat».

Les deux projets ainsi présentés ont été rejetés, et dans l'art. 7 modifié, le législateur a inscrit le principe d'après lequel «seuls les Roumains ou les individus naturalisés Roumains peuvent acquérir des immeubles ruraux en Roumanie».

Le mot «acquérir», pris dans un sens général, comprend tous les modes d'acquérir la propriété, à titre onéreux ou à titre gratuit, et par conséquent, par succession ab intestat ou testamentaire qui figure aussi parmi les modes d'acquérir la propriété (art. 644 et 665 du Code civil).

²⁾ Toutefois la convention de commerce de 1875 entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie, a cessé d'être en vigueur depuis le 1-er juin 1886).

Toutefois, M. Th. Missir³⁾ est d'opinion que les étrangers possèdent aujourd'hui la capacité de devenir propriétaires de fonds ruraux par succession et que le but de la loi n'a été que d'empêcher seulement les acquisitions par actes entre vifs; argumentation reposant sur l'interprétation de la loi de 1864 qui n'excluait pas le droit de succession pour les étrangers de rite chrétien.

M. G. Mărzescu, rapporteur pour la révision de la Constitution, dans une interpellation faite au Sénat, le 10 février 1886, a dit également «Je tiens à affirmer qu'il n'est jamais venu à la pensée d'un membre de la Commission de révision d'écarter un enfant de la succession de son père⁴⁾».

M. Degrea, de son côté, soutient que la Constitution a voulu seulement empêcher l'acquisition des immeubles ruraux, c'est à dire l'acquisition de biens individualisés, mais non pas le droit de succession qui donne une vocation à l'universalité des biens restés à la suite du défunt.

En effet, dans le *Dreptul* No. 32 de 1886, M. Degrea s'exprime ainsi: «Par l'art. 7 § V de la Constitution, le législateur n'a nullement entendu vouloir déclarer les étrangers incapables d'hériter des immeubles ruraux en Roumanie, car le contraire ressort clairement et en détail de son texte qui indique que l'étranger ne peut pas acquérir des *immeubles ruraux*, c'est à dire *singulae res*, d'où résulte évidemment qu'il peut succéder in *universum jus*, quoique la succession comprenne des immeubles ruraux, mais il a entendu pouvoir exproprier seulement à l'étranger le bien rural dont il aurait hérité, afin d'empêcher ainsi l'accumulation de grandes propriétés entre les mains étrangères.

D'autre part, M. G. Tocilescu, a donné à la question la solution suivante: Il considère d'abord les mots «*peuvent acquérir*» dans un sens général qui embrasse toutes les manières d'acquérir la propriété; puis sur la question de ce qu'on fait de la partie d'immeuble rural tombé dans le lot de succession d'un étranger ou lui laissée par testament, il dit: Ces immeubles se considèrent comme étant *caduques* et passent «*jure accrescendi*» en pleine propriété aux autres co-héritiers roumains, s'ils en existent, et à défaut de successeurs roumains, ces biens reviennent à l'Etat comme s'ils étaient des biens vacants⁵⁾.

Cette opinion a été admise également par la Cour d'appel de Craiova, puis elle a été défendue par M. Zenidi, procureur près de la Cour d'appel de Bucarest, dans son discours d'ouverture de l'année

judiciaire 1884—85, et approuvée par M. Adolphe Cantacuzène, premier président de la Cour d'appel de Bucarest, dans la réponse qu'il a faite alors au discours de M. Zenidi.

M. Gr. Vultourescu, a conclu également dans ce sens dans sa brochure intitulée: «Du droit des étrangers à la succession des immeubles ruraux en Roumanie». L'auteur dit que le § V de l'art. 7 de la Constitution est catégorique et est renforcé encore par le fait qu'on n'a pas admis pour sa rédaction les mots «seulement par succession ab intestat» du projet émanant de l'initiative parlementaire, et que l'élimination des mots «sous aucun titre que ce soit», du projet du gouvernement, n'a rien altéré l'esprit ni l'essence de cet article.

Mais il se pose précisément à ce sujet une question qui donne lieu aux controverses: c'est de savoir quel a été l'esprit qui a guidé le législateur constituant lorsqu'il a admis l'alinéa V sous une formule générale quand il a laissé éliminer, les uns ou les autres des mots des projets mentionnés et dont l'expressions précisaient d'une manière exacte l'intention du législateur dans un sens ou dans l'autre.

Une argumentation, de nature historique, permet aussi d'établir que le sens du mot «acquérir» est pris dans un sens général.

Les lois antérieures, c'est à dire le «Code Calimach» et le «Code Caragea», ainsi que le Règlement organique, emploient le mot «acheter», et il en est de même dans la loi du 20 août 1864.

La question était de savoir si le législateur a voulu que l'étranger acquière des immeubles seulement par actes entre vifs, dans le sens restreint du mot, ou bien si ce terme, employé dans le cas qui se produit le plus souvent *de eo quod plerumque fit*, doit être pris plus largement, c'est à dire dans le sens *d'acquérir*, et, si dans ce cas, ce mot peut être appliqué à toutes sortes d'acquisitions d'immeubles, soit par actes entre vifs, soit par succession.

La majorité des auteurs s'accorde pour admettre que les lois antérieures, ainsi que la loi de 1864, n'établissaient aucune distinction entre les actes entre vifs et ceux découlant du décès, de sorte que le mot *acheter* doit être compris, dans le sens plus large *d'acquérir*, étant donné que, si n'importe qui possède le droit incontestable d'acheter des immeubles, pourquoi ne pourrait-il pas les acquérir, puis les transmettre par testament ou par succession ab intestat?

Il est certain que le mot *acheter* est souvent pris d'une manière générique par le législateur pour signifier *acquérir*. Ces deux mots sont en effet souvent synonymes en droit et, alors le mot

³⁾ V. Le droit des étrangers aux immeubles ruraux en Roumanie, et Les projets pour la 4-ième Conférence internationale de Haye (1905).

⁴⁾ *Moniteur Officiel* No. 40 du 15 février 1886.

⁵⁾ *Procédure civile*. Vol. I. pt. II. pag. 295—318.

acheter embrasse tous les modes de transmissions de la propriété, non seulement par vente, mais aussi par voie de donation, testament, succession, etc.

Nous concluons de ce qui précède que dans l'art. 7 de la Constitution, le mot «acquérir» est général et que l'acquisition de la propriété rurale est un *droit politique* (v. le rapport de M. Giani, dans la séance du 6 octobre 1879, *Moniteur Off.* No. 227 de 1879; le *Dreptul* No. 19 de 1903 et le *Curierul Judiciar* No. 32 de 1903).

La Cour de cassation commet une faute lorsqu'elle affirme que le droit d'acquérir des immeubles ruraux *est un droit civil*, et cette opinion a été justement critiquée par M. D. Alexandresco, dans le *Curierul Judiciar* No. 1 de 1902 et le *Dreptul* No. 83 de 1901.

En présence de ces prohibitions constitutionnelles, on est arrivé à une solution pratique qui est la suivante: le droit pour les étrangers de prendre en espèces la part des biens qui leur revient.

M. Degrea *) a le premier soutenu que l'étranger qui n'a pas le droit à sa part en nature, à cause de l'interdiction légale, a cependant le droit de l'avoir en espèces.

Son argumentation est ainsi établie: L'étranger, malgré l'interdiction de l'art. 7, a cependant, évidemment le droit d'hériter un bien meuble dépendant de la succession; il peut, cependant réclamer que l'inégalité de son lot soit compensée par des espèces, d'après l'art. 742 du Code civil et aussi d'après l'art. 906 du Code civil qui indiquent que «lorsque le testateur a chargé de donner en legs une chose d'autrui, celui qui est chargé de ce legs est tenu de donner la chose en nature ou sa valeur à l'époque de la succession».

Voici le point de vue d'où part M. Degrea: l'art. 7, § V, de la Constitution roumaine prescrit que les immeubles ruraux sont *mis hors du commerce* pour les étrangers. Or, l'art. 1310 du Code civil dit que «toutes les choses qui sont dans le commerce peuvent être vendues, excepté dans le cas où une loi le défend». Les immeubles ruraux sont bien dans le commerce pour les Roumains, mais si l'art. 7 cité, interdit aux étrangers d'acquérir (res quarum commercium quis non habet), il ne les empêche pas d'être héritiers, c'est à dire de succéder *in universum jus*, de représenter la personnalité du défunt, et par conséquent, de réclamer *toute la succession comme valeur pécuniaire*.

Nous ne discuterons pas cette opinion pour le moment, par ce que M. Degrea étant l'inspirateur

de la jurisprudence interprétative de l'art. 7, nous analyserons cette opinion dans les critiques que nous présenterons de cette jurisprudence.

Nous observerons cependant que M. Alexandresco 7) a répondu d'une manière très précise à cette doctrine lorsqu'il s'est demandé: Les étrangers, qui sont incapables de prendre en possession les immeubles ruraux, lorsqu'une succession a été ouverte en Roumanie, sont-ils en droit de les vendre et d'en prendre le prix?

Certainement non, puisque pour pouvoir vendre, il faut être propriétaire. Le fonds rural ne pourra alors, être vendu que si, parmi les héritiers, s'en trouve un qui est capable. Dans tous les autres cas, la part de l'héritier incapable sera prise par les co-héritiers roumains, ou celui qui vient après lui, et dans le cas du manque d'autre, la succession sera considérée comme vacante et reviendra à l'État, conformément aux art. 724 et suivants du Code civil.

Cette solution, dit plus loin le jurisconsulte de Jassy, est d'autant plus rigoureuse, que d'un côté, l'héritier incapable est exproprié, contrairement à l'art. 19 de la Constitution, et sans droit préalable à une indemnité, et que d'autre part, il est ainsi commis un véritable dépouillement en créant une soi-disant confiscation interdite elle-même par l'art. 17 de la Constitution.

Nous reconnaissons toute la gravité de ces inconvénients, mais nous sommes désarmés devant un texte aussi formel et une loi aussi positive.

La solution pratique, suivant quelques-uns, serait une loi spéciale qui réglerait cette matière, en permettant à l'étranger exclus de la succession des fonds ruraux en nature, de pouvoir au moins en prendre leur valeur en espèces, après vente de ces biens.

C'est dans ce sens, qu'en 1892, un projet de loi d'initiative parlementaire a été déposé, mais ce projet est resté dans les cartons de la Chambre.

Mais l'important est de savoir, même en admettant qu'ils puissent prendre en numéraire, leur part afférente, comment les héritiers étrangers pourraient réaliser cette valeur et en recevoir le montant.

Comment pourraient-ils transmettre à autrui un droit qu'ils ne possèdent pas eux-mêmes?

Cette incapacité de l'étranger, étant politique, est également absolue.

Le procureur peut-il vendre? Certainement non, car la loi du 25 octobre 1877 ne lui accorde pas le droit d'opérer par la voie principale que dans les cas indiqués par la loi, et par les voies indi-

*) «Ecrits Juridiques», vol. I, pag. 430, 468 et suiv.

7) Vol. I, pag. 341—342.

rectes que pour les causes concernant les mineurs et les interdits.

Nous reviendrons également sur ces questions.

Observation. — Jusqu'au moment de la revision de l'art. 7 de la Constitution de 1879, le droit d'acquérir des immeubles ruraux était un *droit purement civil* dont ont bénéficié tant d'étrangers chrétiens. Au moment de la revision, beaucoup d'immeubles ruraux étaient déjà entre les mains des étrangers. Lorsqu'en 1879, le droit d'acquérir des immeubles ruraux a été transformé en *droit politique*, les étrangers ne pouvant plus devenir propriétaires de domaines, quelle est devenue la situation de ceux qui étaient déjà propriétaires d'immeubles ruraux à ce moment?

Il est naturel que l'art. 7 modifié ne peut pas avoir d'effet rétroactif sur les droits déjà acquis au moment de la revision.

Ceux qui avaient acquis des propriétés immobilières avant 1879 restent tous propriétaires, quoiqu'ils n'aient pas la qualité de citoyen roumain.

Sur ce point, il était superflu d'ajouter le 2-ème alinéa du § V de l'art. 7 qui énonce que «les droits acquis jusqu'à présent sont respectés». De là, la distinction qui se fait entre les propriétés rurales qui étaient déjà entre les mains des étrangers au moment de la revision de la Constitution et celles postérieures à cette date: la loi ne peut pas retirer les droits déjà acquis, mais elle peut disposer en ce qui concerne l'avenir.

Si les étrangers, anciens propriétaires de domaines, restent pour l'avenir propriétaires de ces immeubles, il est à se demander si, comme tels, ils peuvent disposer de leurs immeubles comme ils le veulent, les transmettre à leurs héritiers, etc.

Du moment que pour eux, il existe une exception, ils peuvent opérer de la manière qu'ils veulent la transmission de leurs propriétés, mais leurs héritiers n'ont pas la capacité de les recevoir.

Les droits, pour les étrangers, d'acquérir des immeubles ruraux ont été également réglés par des *conventions internationales* entre la Roumanie et les Etats auxquels appartiennent ces étrangers.

Mais, chez nous, le système des réciprocités diplomatiques existe, comme en France et autre part, cependant sur d'autres bases et dans d'autres conditions, car la Constitution de 1879 a veillé à ce qu'auprès de l'alinéa «les droits acquis jusqu'à présent sont respectés», il ait été ajouté un 3-ème alinéa qui dit que: «*les conventions internationales existant aujourd'hui, restent en vigueur avec toutes leurs clauses et les termes qu'elles comprennent*». Comme on le voit, c'est une faveur accordée à certains étrangers, faveur qui ne peut

pas être invoquée par les étrangers sujets d'Etat avec lesquels il n'existe pas de pareille convention.

Les sujets des pays conventionnels ne sont pas lésés dans leurs droits acquis auparavant, mais à l'expiration des conventions, ils ne pourront plus acquérir d'immeubles ruraux.

Les conventions qui touchent cette question sont:

1) La convention de commerce avec l'Autriche-Hongrie *antérieure* à la revision de la Constitution: «... les Roumains en Autriche-Hongrie, comme les Autrichiens et les Hongrois en Roumanie (en tant qu'il n'est pas question de religion israélite) auront réciproquement le droit d'acquérir et de posséder des biens de n'importe quelle nature, mobilière ou immobilière, et pourront en disposer librement par achats, ventes, donations, permutations, contrat de mariage, testament, succession ou par n'importe quel acte».

Cette convention est maintenant expirée.

2) La convention entre l'Italie et la Roumanie, *postérieure* à la revision promulguée en février 1881, par l'art. 3 dit: «Le droit d'aubaine n'existant ni en Roumanie, ni en Italie, les citoyens de ces deux Etats contractants pourront prendre possession et disposer d'une succession qui leur reviendra en vertu d'une loi ou d'un testament sur un territoire quelconque de l'autre Etat, justement comme pour les citoyens du pays, sans être soumis à d'autres conditions plus onéreuses que ces derniers. Ils pourront succéder et prendre possession d'une succession par eux-mêmes ou par des fondés de pouvoirs, opérant en leur nom».

Cette convention viole, le principe du § V de l'art. 7 de la Constitution révisée en 1879, et constitue une disposition inconstitutionnelle.

(A suivre)

LUCIAN HOLONEY

INALTA CURTE DE CASAŢIE ŞI JUSTIŢIE, S. I

Audiența dela 15 Ianuarie 1910

Președinția d-lui G. N. BAGDAT, prim-președinte

Eufrosina A. Mincu s. a. cu Toma T. Blându

Cesiunea rangului ipotecii legale. — Cazurile când soția poate să cedeze acest rang în favoarea terților. — Bani imprumutați soțului. — Dacă creditorul poate fi obligat a supraveghea întrebuințarea banilor imprumutați soțului. — Creditor care a dat soțului marfă spre a face comerț în loc de bani, adică pentru alt scop decât autorizația. — Dacă în acest caz cesiunea de rang intră în cazurile art. 1253 din Codul civil.

1. Femeea poate să cedeze rangul ipotecii sale legale în favoarea terților numai în cazurile prevăzute de art. 1253 din Codul civil.

2. Dacă este adevărat că creditorul nu poate fi obligat să supravegheze întrebuințarea banilor imprumutați soțului, în scopul pentru care tribunalul a autorizat cesiunea rangului ipotecii legale a soției, nu e mai puțin adevărat însă că cesiunea de rang numai intră în cazurile prevăzute de art. 1253 din Co-

dul civil, atunci când creditorul în loc de bani a dat soțului marfă pentru a face comerț, adică în alt scop decât cel pentru care a fost autorizată de tribunal cesiunea de rang, de oarece în asemenea împrejurări creditorul a știut că nu s'a îndeplinit condițiile în cari s'a făcut cesiunea rangului ipoteci legale, și prin urmare această cesiune de rang s'a făcut în contra dispozițiilor art. 1253 din Codul civil.

Deciziunea 17/910.—Casată, după recursul făcut de Eufrosina A. Mincu ș. a., deciziunea Curții de apel București, s. III, No. 346/907, dată în proces cu Toma T. Blandu.

Curtea,

Ascultând pe d-nii avocați C. Nacu și Al. Dumitrescu, în dezvoltarea motivelor de casare, și

Pe d-l avocat I. Saita, în combateri.

Deliberând,

Asupra motivului I de casare:

«Violarea art. 1281, combinat cu art. 1760, 1814 și 1253 din Codul civil. În adevăr, fiind dat că femeia nu poate renunța sau ceda rangul său de ipotecă legală decât în cazurile în cari imobilul dotat poate să se instrăineze, Curtea de apel admite de bună o cesiune de rang făcută pentru plata prețului unei marfi vândută de mai înainte și aceasta atunci când tribunalul, în autorizarea ce o dă prevede ca banii să se serve pentru alimente

«Spre a ajunge aici, Curtea afirmă între altele, că cu marfa vândută soțul a putut reuși să se repue în capul comerțului pe când s'a constatat, din deciziunea Curții de apel, că soțul era cu mult mai înainte reintegrat în drepturile sale de comerciant»

Având în vedere că din decizia supusă recursului, rezultă că acțiunea intentată de recurenți contra intimatului, astfel cum s'a modificat în instanță înaintea Curții de apel, are de obiect a se anula cesiunea rangului ipoteci legale consimțită de recurenta Eufrosina A. Mincu în favoarea intimatului, acțiune care a fost respinsă atât de tribunal cât și de Curtea de apel;

Considerând că instanța de fond, Curtea de apel, constată în fapt că recurentul A. Mincu pentru a garanta intimatului plata sumei de 15000 lei ce-i debita, i-a constituit ipoteci un imobil al său asupra cărui soția sa, recurenta Eufrosina A. Mincu, avea constituită ipoteci legală în rangul al doilea pentru acoperirea dotei sale mobiliare; că aceasta a cedat rangul ipoteci sale în favoarea intimatului, în baza autorizațiunii tribunalului dată conform art. 1253 din Codul civil pentru căutarea sănătății soției și copilului recurenților; că însă în loc de 15000 lei în numerar, cum se prevede în actul de creanță ipotecară, intimatul a dat recurentului A. Mincu marfă pentru comerțul ce acesta făcea;

Considerând că femeia poate să cedeze rangul ipoteci sale legale în favoarea terților numai în cazurile prevăzute de art. 1253 din Codul civil; că dacă este adevărat că creditorul nu poate fi obligat să supravegheze întrebuințarea banilor împrumutați soțului, în scopul pentru care tribunalul a autorizat cesiunea rangului ipoteci legale a soției, nu e mai puțin adevărat însă că cesiunea de rang nu mai intră în cazurile prevăzute de citatul articol, atunci când creditorul în loc de bani a dat soțului marfă pentru a face comerț, adică în alt scop decât cel pentru care a fost autorizată de tribunal cesiunea de rang, cum este în speță, de oarece în asemenea împrejurări creditorul a știut că nu s'a îndeplinit condițiile în cari s'a făcut cesiunea rangului ipoteci legale, și prin urmare această cesiune de rang s'a făcut în contra dispozițiilor art. 1253 din Codul civil;

Considerând că întru cât instanța de fond constată că, în loc de bani intimatul a dat recurentului A. Mincu marfă pentru comerțul său, și de oarece rangul ipoteci

legale nu se putea ceda de recurenta Eufrosina A. Mincu decât în cazurile prevăzute de art. 1253 din Cod civil,

Curtea de apel, prin decizia supusă recursului, respingând cererea de anulare a acestei cesiuni de rang, a violat dispozițiile citatului articol, și prin urmare, din acest punct de vedere motivul de casare este întemeiat și decizia urmează a fi casată, fără a mai fi interes a se discuta și celălalt motiv de casare invocat; Pentru aceste motive, Curtea admite, etc.

INALTA CURTE DE CASĂȚIE ȘI JUSTIȚIE, S. III
Audiența de la 8 Februarie 1910

Președinția d-lui G. P. PETRESCU, președinte
Ministerul finanțelor cu G. T. Andronic

Licențe.—Contravențiune. — Proces-verbal. — Dacă ele trebuie a fi semnate și de martorii asistenți, sau de controlor pe toate paginile. — Soluție negativă. — (Art. 41 din Proc. penală)

Din nicio dispoziție a Legii licențelor nu reiese că procesele-verbale de constatarea contravențiilor trebuie să fie semnate de martorii asistenți sau că ar trebui să se aplice dreptul comun și anume art. 41 din Proc. penală, în ce privește formalitățile ce trebuiesc observate la redactarea proceselor-verbale.

Prin urmare, tribunalul violează aceste dispozițiuni de lege, când anulează un proces-verbal de contravenție la Legea licențelor, pe motiv că nu era semnat de martorii asistenți și nici de controlor pe toate paginile, precum prescrie art. 41 din Procedura penală.

Deciziunea 50/910.—Casată, după recursul făcut de Ministerul de finanțe, sentința Tribunalului Tutova No. 304 din 909, dată în proces cu G. T. Andronic.

Curtea,

Ascultând pe d-l avocat C. Marinescu, în dezvoltarea motivului de casare, și

Pe d-nii avocați I. Văsănescu și Obedeanu, în combateri;

Deliberând,

Asupra motivului de casare:

«Violarea art. 13 și 14 din Legea licențelor dela 1908, greșită aplicațiune a art. 41 din Codul proc. penale și exces de putere.

«Trib. de Tutova a anulat procesul verbal de contravenție la Legea licențelor dresat contra lui Gr. P. Andronic din com. Vănderei distr. Tutova, pe motiv că martorii cari asistaseră pe controlor la redactarea aceluia proces-verbal nu semnasă pe toate paginile și controlorul nu făcuse mențiune de aceasta, că chiar el nu semnasă pe pagina a doua; ca consecință după tribunal și potrivit art. 41 din Cod. proc. penale procesul-verbal nu putea fi valabil.

«Instanța de apel a făcut eroare. Legea licențelor nicăieri nu spune cari sunt formele cari trebuiesc îndeplinite ca procesele-verbale să fie valabile; de asemenea nicăieri legea licențelor nu se referă la Codul de proc. penală pentru aceasta chiar când s'ar crede că trebuie aplicat Codul de proc. penală, apoi la contravențiune ne ar fi trebuit aplicate regulile dela contravențiune iar nu cele de la delict.

«Tribunalul de Tutova aplicând Codul de proc. penală când legea licențelor nu-i da dreptul, a violat art. 13 și 14 din Legea licențelor dela 908, a aplicat greșit art. 41 din Codul de proc. penală și numai cu exces de putere a desființat contravențiunea»

Având în vedere sentința supusă recursului, din care se constată că intimatul Gr. T. Andronic a fost condamnat la amendă, prin proces-verbal dresat la 17 Aprilie 909 de controlorul fiscal Al. Racoviș, pentru faptul că a fost găsit vândând băuturi spirtoase fără a poseda brevetul, conform art. 1 din Legea licențelor, ceiace constituie o contravenție la Legea licențelor;

Că, în contra menționatului proces verbal, numitul a făcut apel la tribunal, care, admitându-l, a anulat procesul-verbal pe baza art. 41 din Proc. penală, întrucât nu era semnat de loc de martorii asistenți, și nici chiar de controlor pe toate paginile, ci numai la sfârșit;

Având în vedere că, după art. 14 din Legea licențelor, constatatarea contravențiilor nu se face prin încheiere de procese-verbale cari au putere de hărăziri executorii îndată după confirmarea lor de Ministerul de finanțe, fără însă ca acest text să arate formalitățile ce trebuiesc păzite la redactarea acestor procese-verbale;

Având în vedere că, din nicio dispoziție a acestei legi nu reese că procesele-verbale de constatatarea contravențiilor trebuie să fie semnate de martorii asistenți, sau că ar trebui să se aplice dreptul comun și anume art. 41 din Proced. penală, în ce privește formalitățile ce trebuie observate la redactarea proceselor-verbale;

Că, așa fiind, tribunalul a violat aceste dispozițiuni de lege și a aplicat greșit art. 41 din Proc. penală, când a anulat procesul-verbal pe motiv că nu era semnat de martorii asistenți, și nici chiar de controlor pe toate paginile, precum cere art. 41 din Procedura penală, dispoziție care nu era aplicabilă în speță;

Că, dar, motivul de casare fiind întemeiat, el trebuie a fi admis;

Pentru aceste motive, Curtea casează etc.;

TRIBUNALUL JUDEȚULUI PUTNA, S. I

Audiența dela 13 Ianuarie 1910

Președenția d-lui G. CHRISTOF, judecător

*Dragomir G. Miron, dat judecăți pentru scăpare de arestați
Sentința corecțională No. 40*

Scăpare de arestați. — Elementele acestui delict. — Dacă poate fi pasibil de penalitate scrisă pentru acest delict agentul de poliție care a scăpat un arestănt, pentru care însă nu se stabilise cauza legitimă a arestării, sau dacă el era arestat pe temeiul unui mandat emis în condițiile legii. — (Art. 194 al 3 din Codul penal)

Pentru ca cineva să comită delictul prevăzut de art. 194 al. 3 din Codul penal, se cere ca, acel care a scăpat din închisoare să fie un arestănt în sensul cel mai larg posibil și juridic și ca acel în seama căruia i s'a dat arestăntul să fie un funcționar sau un agent al forței publice.

Astfel, nu poate fi pasibil de penalitatea art. 194 al. 3 din Codul penal, sergentul de poliție din a cărui neglijență a scăpat din arest o persoană care, deși era închisă în arest, nu era precizată nici cauza legitimă a arestării, nici să constata dacă el era arestat pe temeiul unui mandat emis în cazurile anume determinate de lege.

Tribunalul deliberând

Asupra faptului comis de Dragomir G. Miron, sergent în poliția orașului Focșani, care a scăpat din neglijență, un arestănt ce se afla închis la poliție și pus sub paza sa;

Având în vedere că prin rechizitorul No 10585/909 d-l Prim-procuror al Tribunalului Putna și pe baza procesului-verbal dresat în cauză în ziua de 30 Octomvrie 1909 tot de d-l Prim-procuror, s'a deschis acțiune publică și s'a trimis în judecata acestui tribunal pe sergentul de poliție Dragomir G. Miron, inculpat pentru faptul că în ziua de 27 Octomvrie 1909, a scăpat din neglijență, din arestul poliției Focșani, pe un oarecare individ cu numele Leon Steinberg, fapt prevăzut și pedepsit de articolul 194, al. III din Codul penal;

Având în vedere că, pentru ca cineva să comită delictul prevăzut de art. 194 al. III din Codul penal, două

condiții esențiale se cer ca să fie îndeplinite: întâi, acel care a scăpat din închisoare să fie un arestănt în sensul cel mai larg posibil și juridic și al doilea, că acel în seama căruia i s'a dat arestăntul, să fie un funcționar sau un agent al forței publice; că fapta comisă de funcționar sau de orice agent al forței publice ca păzitor sau conductor, e subordonată cu totul calității juridice a individului dat în privigherea sa, sau însărcinat de a-l conduce dintr'un loc în altul;

Având în vedere, că din felul cum se exprimă legiuitorul în art. 194 se înțelege limpede, că nu e vorba de orice persoană care s'ar găsi din oarecare circumstanțe pusă în arest sau sub paza vreunui agent, ci numai de acele persoane care sunt arestate în cazurile specificate de lege și care se găsesc sau puse în închisoare, sau se află sub paza forței armatei, a funcționarului ori a agentului însărcinat de a-l conduce sau a l priveghea; că nici într'un caz în cuvântul de arestănt, legiuitorul nu poate înțelege pe oricine e privat de libertatea sa chiar când cauza detențiunii nu e din cele legale căci atunci înseamnă, că prin dispozițiile art. 194 să vie în contradicție cu sine însuși, întrucât printr'un articol anterior 149, tot din Codul penal, declară că orice funcționar care, în afară de cazurile prevăzute, va aresta sau va prelungi într'un mod ilegal înțerea ei la închisoare, va săvârși un delict, dar ar veni în conflict și cu Constituția, pactul fundamental al legilor, care prin articolul 13 garantează libertatea individuală, și că, din acest punct de vedere, nu putea Codul penal prin un singur cuvânt, introdus într'un articol, să desființeze un principiu constituțional așa de important;

Având în vedere, că o persoană poate pierde libertatea sa în următoarele împrejurări :

1. Sau să fie arestat de Ministerul public (art. 39 din Proc. penală) sau de orice ofițer de poliție judiciară auxiliari ai procurorului (art. 47 din Codul proc penale), în caz de flagrant delict; 2) sau să se emită contra unei persoane un mandat de depunere și numai de judecătorul de instrucție pentru 24 ore (art. 92 din legea libertății provizorie); 3) sau să fie arestat pe baza unui mandat de arestare în cazuri grave și când fapta e pedepsită cu minimum trei luni (art. 93 din legea libertății provizorie); 4) sau să fie arestat în materie de crime după ce Camera de punere sub acuzare și-a dat ordonanța de trimiterea acuzatului înaintea Curții juraților (art. 227 din Proc. penală); 5) sau în virtutea unei hărăziri judecătorești condamnatoare și definitivă; că, în afară de aceste cazuri, starea de arestare a unei persoane mai poate rezulta și din alte dispoziții legale cum este aceea din art. 90 al. ult din Proc. civilă care statuiază, că prezidentul tribunalului în caz de nesupunere a unui turburător a ordinii din sala de ședințe va ordona arestarea și punerea lui la casa de popoare pentru 24 ore; tot asemenea în baza legii jandarmeriei rurale, cu modificările din 25 Martie 1908 conf. art. 62, un contravenient insolubil, pentru amenda dată de jandarmi ca ofițeri de poliție, prin procesul-verbal de constatatarea abaterilor de la anele regulamente și legi speciale precum și contravențiile de simplă poliție, va înainta judecătorului de ocol respectiv procesul-verbal de constatatarea infracțiunii, care va transforma printr'o ordonanță amenda în o zi închisoare; că în toate aceste exemple se vede clar, că în legislația noastră, mai poate fi declarat în stare de arestare o persoană, în afară de cazurile arătate de legea relativă la mandate și la libertatea provizorie, a avut însă grijă, orice legiuitor care a recurs la o măsură coercitivă și așa de riguroasă, ca să pună în concordanță cu dispozițiunile imperative ale art. 88 din legea pentru modificarea unor articole din Procedura penală relative la mandate și libertatea provizorie din 15 Martie 1902, ca arestarea unei persoane, fără mandat dat de judecătorul de instrucție, să nu dureze mai mult ca 24 ore;

Având în vedere, că afară de împrejurările enumerate mai sus, mai poate cineva fi declarat în stare de

arestare și fără mandat, însă este în drept cel arestat să ceară a se face, conform art. 88 al. II din legea pentru mandate și libertatea provizorie, un proces-verbal, în care să se menționeze cauza arestării și circumstanțele ce au motivat arestarea și cu acest proces-verbal, să fie trimis în 24 ore cel mai târziu, înaintea judecătorului de instrucție; că în tot acest timp cel pus sub pază, e considerat tot ca un arestat, deși nu i s'a emis nici un mandat de depunere sau de arestare și întră deci în prevederile art. 194 din Codul penal;

Considerând că, în speță, din procesul-verbal încheiat de d-l Prim-procuror al Tribunalului Putna se constată, că individul Leon Steinberg, care a fost scăpat din arestul poliției din Focșani, din neglijența sergentului de poliție Dragomir G. Miron, inculpatul de azi, a fost adus de la parchetul Tribunalului Putna și închis în arestul poliției, fără ca să se precizeze bine cauza legitimă care a determinat pe d-l Prim-procuror, sau acel care-i ținea locul, ca acest individ să fie arestat; a fost el declarat arestat pe baza unui mandat emis de d-l procuror în cazurile determinate anume de lege? sau a fost declarat arestat în virtutea art. 88 al. II din legea pentru modificarea unor articole din Proc. penală relative la mandate și libertatea provizorie? și în acest caz, nu s'a supus cerinței inperioasă a legii, de a se dressa un proces-verbal motivat de arestarea individului Leon Steinberg; că tot din procesul-verbal încheiat la 30 Octomvrie 1909, se mai constată, că individul Leon Steinberg, fusese mai înainte închis 4—5 zile, iarăș nu se arată cum a fost închis și nici cauza legală a arestării lui, când deci din toate acestea rezultă un fapt lămurit, că individul Leon Steinberg, care a scăpat din arestul poliției, din neglijența inculpatului, nu era un arestat și nu intra deci în categoria vizată de legiuitor prin cuvântul generic de «arestat» și ca consecință urmează că delictul nu e făptuit, iar inculpatul Dragomir G. Miron arestat de orice penalitate; că în asemenea ipoteze și care sigur că pot fi destul de numeroase, din cauza diverselor întâmplări ce se petrec la un moment dat, cel mult pentru agenții publici, cărora nu le este dat ca să discute calitatea celor cari le sunt dați în pază, li se poate aplica pedepse pe cale disciplinară, în nici un caz nu li se poate da pedeapsa întră câtva grea a art. 194 din Codul penal;

Considerând că asupra acestei chestiuni și doctrina franceză e în același sens (Chaveau et F. Hélie în vol. III pag. 185 în comentariul său asupra Codului penal francez intitulat *Théorie du penal*) interpretând, că cuvântul generic de *détenus* din Codul penal cuprinde toate persoanele cari sunt închise într'un arest: preveniții și acuzații, condamnații pentru delict și crime; că în Codul nostru penal s'a tradus cuvântul *détenus* de la francezi cu vorba «arestat», care e un termen generic cuprinzând în sine toate stările de arestare a unei persoane enunțate mai sus în mod cu totul amănunțit, și acest înțeles larg și general i se dă cuvântului arestat, ținând cont de utilitatea mare socială ce se aduce și de pericolul la care s'ar expune ordinea publică cu o interpretare strictă a cuvântului «arestat»; că această și părerea înaltei Curți de casație și justiție, care prin decizia sa din 5 Decemvrie 1894 spune același lucru, că termenii art. 194 sunt generali, cuprinzând și cazul de extrădare a unui individ și care ar fi arestat pentru o infracțiune, comisă pe teritoriul altui Stat;

Considerând, că o persoană poate fi arestată în unele împrejurări grabnice cum e în flagrant delict, la arestul poliției; în regulă generală însă, orice persoană declarată arestată, e dusă la închisoarea preventivă sau la închisoarea de osândă, unde este întemnițată, numai cu forma legală; că detențiunea la arestul poliției sau în alt loc, afară de vre-o indicație a unei legi, cum aceea a jandarmeriei rurale, care spune că, contravenientul insolubil e arestat la arestul secției de jandarmi (articolul 62), mai mult de 24 ore, cât dă voce ca cineva să fie oprit conform art. 88 al. II din legea pentru man-

dare și libertate provizorie și fără mandat, înseamnă ca să se comită un delict, și la acest delict nu se poate responde în caz când agentul de pază nu-și face datoria, cu pedeapsa din art. 194 din Codul penal, căci acest articol n'a prevăzut ca agentul să fie în totdeauna pedepsit, chiar când individul dat în seama sa n'ar fi un arestat; că la aplicarea pedepsei din art. 194 din Codul penal, tribunalului i se incumbă datoria de a vedea, în analiza delictului de scăpare de arestanți, dacă persoana închisă și pusă sub priveghearea unui agent e un arestat în sensul legal sau nu, și numai în caz afirmativ va aplica și pedeapsa agentului pentru infracțiunea sa; și la obiecțiunea ce se poate ridica, că un individ culpabil și arestat neregulat în dorința lui de a-și redobândi libertatea, care este cu totul naturală fie cărui om, va putea corupse pe orice gardian cu multă ușurință, iar gardianul va accepta știind că e apărut de penalitatea prevăzută de art. 194, nu e întemeiată, de oarece, în rare cazuri cineva e închis fără nicio formă legală și apoi paznicul unui arestat, nu poate ști precis cu ce fel de deținut are de aface și va ezita în totdeauna, pentru a se preta la scăparea unui deținut;

Pentru aceste motive, tribunalul achită, etc.

(ss) G. Christof, G. Marosin.

NOTA. — Nu credem că soluțiunea tribunalului este bună. Legiuitorul întrebunțează termenul general de arestat, și prin acest cuvânt se înțelege orice deținut, «adică toate persoanele închise și conduse în c temniță» (Garraud, *Traité*, ed. I, T. IV, No. 14). «E vorba — zice d. Garraud — nu numai de indivizii încarcerați în închisori, ci și de aceia cari nu sunt deținuți întruștește (appréhendés au corps) în mâinile agenților înarșinați să opereze transportul lor» (ibidem, nota 9, p. 13).

O singură restricțiune fac autorii, care deși nu există în lege, însă rezultă incontestabil din principiu.

Dacă arestarea e ilegală, natural că liberarea care face să inceteze o arestare ilegală, adică o infracțiune, nu poate fi socotită ca o infracțiune. (Ch. Adolphe și F. Hélie, *Théorie du code pénal VI-eme ed.*, T. III, No. 1013; Blanche, *Études pénales*, T. IV, No. 164; Garraud, *Traité*, IV, No. 14).

Însă Ch. Adolphe și F. Hélie arată foarte clar că nu trebuie a confunda pe persoana ilegal deținută, cu persoana injust deținută din cauza unei greșeli de apreciere a faptelor.

Tribunalul de Putna nu dovedește că arestarea ar fi fost ilegală, căci în cazul acesta ar fi trebuit să comunice cazul Ministerului justiției, spre a da în judecată pe procuror care ordonase arestarea. Căci din două lucruri unul: or arestarea era legală și atunci agentul forței publice, care a favorizat evadarea, trebuia pedepsit, or era ilegală și, în cazul acesta, trebuia ca tribunalul să îngrijească a se lua măsuri contra procurorului.

Trib. Putna a voit desigur să urmeze sentința Trib. Tecuci din 25 Noemvrie 1896, (*Dreptul*, 1897 No. 4, p. 27), dar cazurile sunt departe de a fi identice.

Acolo era vorba de o persoană ce se afla sub mandat de aducere; desigur însă, că cel care se

afila sub puterea unui atare mandat, nu poate fi socotit ca arestant, și de aceea, cu drept cuvânt, Trib. Tecuci a decis că în acest caz nu e aplicabil art. 194 C. p., pe când în cazul rezolvat de Tribun. Putna; procurorul arestase pe Leon Steinberg, și nu agentul Dragomir Miron, sergent de poliție, era îndrituit să judece legalitatea arestării de către procuror.

De aceea nu pot aproba hotărârea Trib. Putna.

I. Tanovițeanu

OBSERVAȚIE LA O OBSERVAȚIE

În *Curierul Judiciar* No. 27 din 8 Aprilie a. c. s'a publicat sentința No. 422/909 a Tribunalului Muscel urmata de un mic comentariu datorit d-lui Locotenent Dr. G. Danielopol.

Concluzia sentinței era cea următoare:

În genere, o rectificare în actele stării civile pe cale judecătorească poate avea loc când există în act o eroare, o omisiune; când cuprinde o enunțare ce n'ar fi trebuit trecută, sau când actul este neregulat în formă ori nu poartă semnăturile necesare.

Astfel, trecerea în actul de naștere a cuvântului «grec» nu poate fi o eroare, când se constată că a fost făcută de însuș tatăl înaintea ofițerului de stare civilă, cu ocazia declarațiunei nașterii copilului (după cum constată ofițerul stării civile); așa că acest fapt n'ar putea da loc la rectificarea actului de naștere prin schimbarea cuvântului «grec» în acela de «român macedonean», după cum s'a cerut.

Și pentru considerentele expuse în acea sentință, Tribunalul Muscel a respins cererea de rectificare.

Cazul trecând în apel, Onorata Curte secția I prezidată de d-l Prim-prezident Oșcar Niculescu a respins, prin decizia No. 27/910, apelul, adoptând în totul motivele din sentința Tribunalului.

Surprins am rămas găsind acea sentință în *Curierul Judiciar* și mai ales când am citit cele 15 rânduri de severă critică, datorite d-lui Locotenent Dr. G. Danielopol.

În vedere că sentința Tribunalului a fost pronunțată sub președinția mea și considerentele hotărârii de mine redactate, îmi permit ca tot în câteva rânduri să răspund la observația d-lui Locotenent :

D-sa pretinde că : «După rigoarea principiilor, rectificarea actului de naștere era în speță admisibilă și deci, atât Tribunalul cât și Curtea au făcut o greșită interpretare a legii».

Să mă ierte onoratul critic, recunosc că este mai ușor să pui punct și să te oprești, după ce categoric declari că în speță atât Tribunalul cât

și Curtea au făcut o greșită interpretare a legii; dar ori câtă încredere ar avea cititorii în speciile cunoștințe ale d-sale, tot nu se pot convinge, cred eu, fără a fi însoțite de comentariul necesar.

Au rămas și am rămas cu totul neluminați, cărui text de lege Tribunalul și Curtea au făcut greșită interpretare, după d-sa?

Comentatorul nu adaugă nimic nou, neavut în vedere în sentință, când d-clară că : «se poate cere rectificarea unui act al stării civile de câteori s'au făcut în actul de naștere mențiuni din acele ce nu trebuiau să se facă».

În adevăr unul din considerentele sentinței este următorul :

«Tot asemenea e caz de rectificare când cuprinde o enunțare ce n'ar trebui făcută» (vezi *Curierul Judiciar* No. 27/910).

Dar trebuia să observe d-l adnotator că cererea apelantului nu era de a se șterge pur și simplu cuvântul «grec» ca o enunțare ce nu trebuia făcută, ci se cerea rectificarea unei erori prin schimbarea cuvântului «grec» în acel de «român macedonean» (pe motiv că din eroare s'a scris «grec» în loc de «român macedonean») și din această cauză Tribunalul și Curtea i-a respins cererea.

De altfel ușor se poate deduce scopul urmărit de Spiridon Emanoil.

De aceea, am crezut și cred bine plasat următorul ultim comentariu cuprins în sentință :

«Considerând că numai depoziția unor martori, adusă ocazional, în interes de a se schimba naționalitatea unei persoane, nu face dovadă Tribunalului cum că în actul de naștere s'ar fi strecurat o eroare ce ar urma a se rectifica».

«Că de s'ar admite cererea de față ar fi a se excede puterile acordate de lege Tribunalului și a se trece peste intențiunea legiuitorului; ar fi a se înlesni dobândirea cetățeniei române pe căi laturalnice; căci făcându-se astfel de rectificări, în urma declarării câtorva martori, orice străin poate deveni român numai prin recunoaștere în loc de a cere naturalizarea, care implică condițiuni mult mai grele; și evident este, că în speță, aceasta a fost intențiunea lui Spiridon D. Emanoil».

Nu aduc noi considerente, de oarece din cele prevăzute în sentință, n'a fost nici unul înălțurat pe teme juridic, și câtă vreme nu se va proba contrariul, eu și cu mine cred toată lumea juridică, va preferi hotărârea unanimă a eminenților înalți judecători dela Curtea de apel, secția I, București, față de aprecierea deși categorică dar nedocumentată a d-lui adnotator al sus zisei sentințe.

CONST. A. ROMANO

Judecător la Tribunalul Muscel